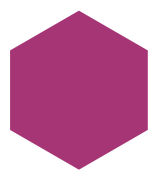


L'entretien

GEORGES CORM

« La faillite du néolibéralisme provoque des manifestations dans le monde entier »

L'économiste et historien analyse les mobilisations qui secouent son pays, le Liban, mais aussi l'Irak ou l'Iran. À l'heure où l'influence de Téhéran est dénoncée par de nombreux manifestants, l'ancien ministre des Finances pointe l'échec du modèle néolibéral et constate qu'une « vague laïque » se développe dans le monde arabe.



Quel regard portez-vous sur le soulèvement en cours au Liban ?

GEORGES CORM Le phénomène de tous ces jeunes qui se sont emparés des rues de Beyrouth et d'autres villes libanaises est inédit et nouveau. C'est vrai que cela rappelle ce qui s'est passé en 2011, on a parlé de « printemps arabe » même si je préfère le terme de révolte arabe ou de mouvement libertaire arabe, et ce processus se déroule aujourd'hui au Liban dans un contexte beaucoup moins violent qu'en Irak, l'armée libanaise observant pour le moment une stricte neutralité. Dans ces manifestations, vous retrouvez toutes les classes d'âge et tous les statuts sociaux, c'est un très large regroupement social. À l'exception des partisans de M. Berri (président du Parlement depuis vingt-cinq ans - NDLR) ou ceux des caciques du régime, la population soutient largement ce mouvement de protestation et ses revendications. Les sympathisants du Hezbollah et de M. Berri sont hostiles au mouvement.

La première revendication des manifestants – le départ de l'ensemble de la classe politique libanaise – vous paraît-elle réaliste ? Le Hezbollah, qui représente une force politique au Parlement, pourrait-il par exemple accepter de se retirer ?

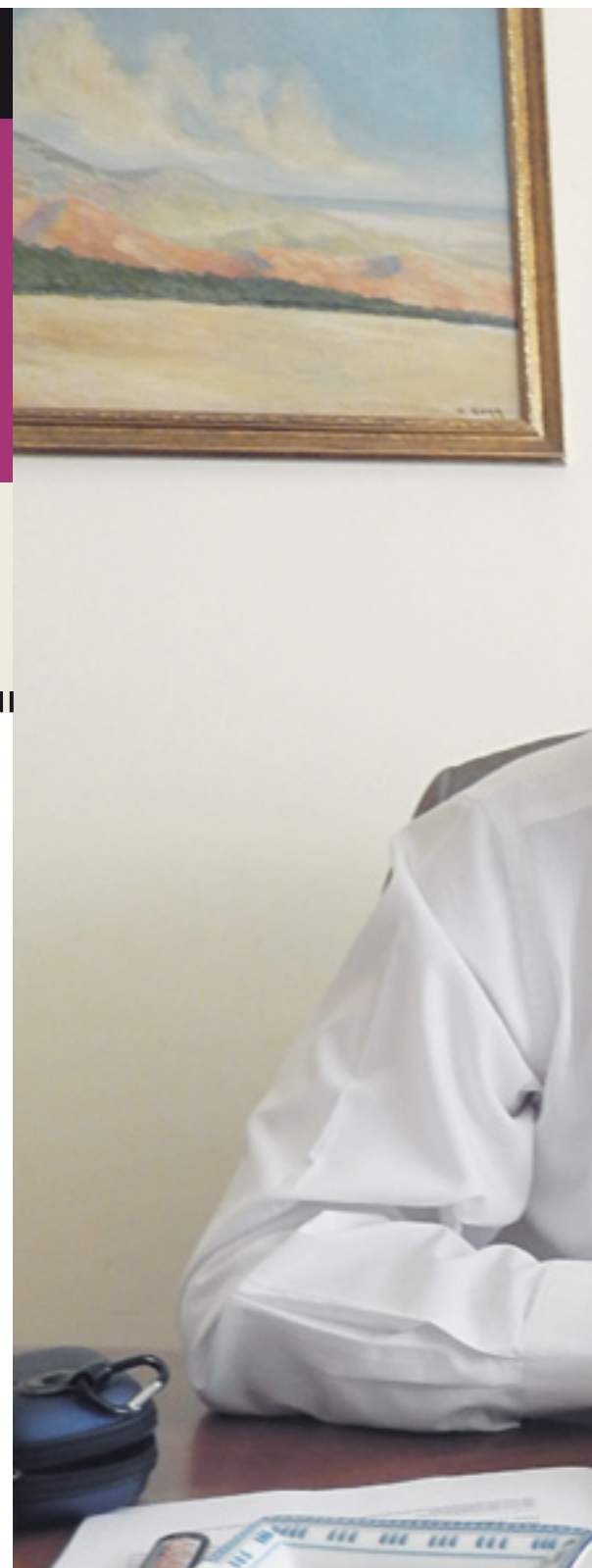
GEORGES CORM En général, les manifestants ont eu tendance à ne pas spécifiquement attaquer le Hezbollah. Mais il faut bien reconnaître que ce dernier a intégré depuis plusieurs années la classe politique libanaise, tout en continuant de tenir un discours critique sur différents conflits arabes, ce qui peut lui être reproché, car cela a suscité de l'hostilité dans les pays arabes objets de ses critiques. Il est un allié fidèle du parti Amal de Nabih Berri, président du parlement depuis vingt-cinq ans, qui n'a guère bonne presse au Liban pour avoir mis le sud du Liban en coupe réglée sur le plan économique. Par contre, le

Hezbollah tient sa légitimité non seulement des urnes, mais de celle qu'il a acquise en obligeant l'armée israélienne par ses actes de résistance à se retirer après vingt-deux ans d'occupation de larges parties du sud du Liban. Mais il est bien sûr sous influence iranienne. C'est ce que lui reprochent beaucoup de Libanais. Accepterait-il de se retirer de la vie politique sous la pression des manifestants ? Évidemment, je ne suis pas dans le secret du « parti de Dieu ». Le quotidien *Al-Akhbar*, qui représente plus ou moins les positions du Hezbollah, a une attitude hostile au mouvement de révolte des jeunes. Il circule une théorie du complot selon laquelle ce seraient les ONG occidentales qui auraient encouragé les manifestations. En fait, le président de l'université américaine à Beyrouth et le recteur de l'université Saint-Joseph ont tous les deux appelé les Libanais à manifester, initiative fort surprenante et inédite. Par ailleurs, il ne fait pas de doute pour moi que le but du gouvernement américain, en apportant ouvertement son soutien aux manifestants, est d'embarrasser le Hezbollah, qu'il considère comme une organisation « terroriste » et la cible à abattre. Cela est dû bien sûr aux prises de position du Hezbollah par rapport à Israël, à son succès à obliger Israël à évacuer le sud du Liban en 2000 par la résistance armée qu'il y a menée. Aujourd'hui, il aide la résistance palestinienne à Gaza, ce qui aux yeux

des États-Unis protecteurs d'Israël est intolérable.

Sur un autre plan, la nomenclatura politique libanaise issue de la politique de Rafic Hariri, père de Saad Hariri, a pillé le pays, couvert par l'amitié de Jacques Chirac depuis le temps où il dirigeait la Mairie de Paris. Cette nomenclatura dans son ensemble souffre de sa très mauvaise réputation, de la gabegie qu'elle a instituée

comme mode de gouvernement et qui a coûté très cher à l'économie du pays, notamment une dette publique représentant 150 % du PIB. À titre personnel, j'ai accepté d'être nommé ministre des Finances (1998-2000) dans un gou-



vernement « mains propres » du président Émile Lahoud, ancien général en chef de l'armée libanaise et du premier ministre Salim El Hoss, qui est un symbole d'intégrité au Liban.

Cette « théorie du complot » est agitée au Liban, mais aussi en Iran et surtout en Irak, où les manifestants dénoncent le poids de la République islamique dans les affaires régionales. Voyez-vous un lien entre toutes ces mobilisations ?

GEORGES CORM Si « complot » il y a, c'est que les conditions objectives sur le terrain s'y prêtaient. La population libanaise, comme irakienne, en a assez d'être laissée pour compte par une classe politique totalement corrompue. Encore une fois, j'y vois le prolongement des révoltes arabes de 2011, qui ont d'ailleurs inspiré l'autre rive de la Méditerranée, en Grèce, en Espagne, et même aux États-Unis avec Occupy Wall Street. Au-

**PENSEUR DU MONDE ARABE**

Grand érudit de l'histoire de la « pensée et politique dans le monde arabe », titre d'un texte majeur publié aux éditions la Découverte en 2015, Georges Corm est l'auteur de nombreux ouvrages consacrés aux problèmes du développement et du monde arabe, dont *le Proche-Orient éclaté*, *l'Europe et le mythe de l'Occident*, *Pour une lecture profane des conflits* ou *la Nouvelle Question d'Orient* (également publiés à la Découverte). Il vient de signer la préface du livre de Regina Sneifer, *Une femme dans la tourmente de la Grande Syrie*, publié chez Riveneuve.

Sud - NDLR). D'un autre côté, les populations saturent par rapport au maintien d'un discours religieux spécifiquement chiite dans lequel elles ne se reconnaissent pas. Aujourd'hui, vous avez une vague « laïque » qui est en train de se développer dans le monde arabe.

Entendez-vous au Liban des critiques similaires sur le rôle de l'Arabie saoudite ?

GEORGES CORM Pas assez ! Il ne faut pas oublier que l'Arabie saoudite a une influence considérable au Liban, notamment à travers les aides qu'elle apporte à de nombreuses ONG islamiques. De plus, une partie de la population espère toujours que l'Arabie saoudite viendra remplir les caisses vides de l'État libanais. Mais le problème dépasse de loin le cas du Liban. Il nous faut aujourd'hui « dé-wahhabiser » l'islam. Grâce à sa manne pétrolière considérable, le royaume saoudien impose dans le monde entier son wahhabisme, qui a pourtant été considéré comme une hérésie dès son apparition au début du XIX^e siècle et à ce titre combattu vigoureusement autant par l'Empire ottoman que par l'Égypte qui, sous le règne de Mohammed Ali, un grand modernisateur, a mené une expédition punitive contre Mohammed Abdel Wahhab, fondateur de la secte.

Les États-Unis considèrent dorénavant les colonies israéliennes en Palestine occupée comme « légales », que cela vous inspire-t-il ?

GEORGES CORM Le problème que nous avons, c'est celui de l'impérialisme américain, qui impose ses lois au niveau international, ce qui est par faitement scandaleux, grâce au fait que le dollar américain est la monnaie internationale la plus utilisée. J'espère que les efforts des Brics parviendront à ébranler cette hégémonie du dollar, et donc des États-Unis, sur le système international. À quoi correspond cette décision de Donald Trump ? C'est difficile à dire, car il peut dire une chose et le lendemain son contraire, il a une gestion tout à fait fantaisiste et opportuniste des affaires du monde... Je considère, à l'instar de nombreux juristes, que les États-Unis ont commis des crimes contre l'humanité absolument effarants, notamment l'embargo infligé à l'Irak durant une dizaine d'années. Je rappelle également dans mon dernier ouvrage qu'il n'y a eu absolument aucune sanction contre les États-Unis et la Grande-Bretagne après leurs mensonges sur les armes de destruction massive

considées être détenues par l'Irak en 2003. Ce mensonge a pourtant entraîné une guerre qui a complètement détruit le pays et causé des souffrances terribles aux populations civiles. Cette politique impérialiste est la source de tous les dangers. Il serait temps d'y mettre un terme et que les États membres de l'Union européenne prennent leurs distances avec cette politique. J'ai entendu le président français, Emmanuel Macron, souhaiter que les pays européens constituent une sorte d'Otan séparée, tandis que les milieux de l'Alliance atlantique exigent que les pays arabes créent de leur côté une Otan arabe, ce qui est parfaitement extravagant, comme si on leur demandait de fabriquer l'arme qui contribuera à leur propre destruction...

L'embryon de cette « Otan arabe » n'est-il pas à l'œuvre dans la guerre qui frappe le Yémen depuis 2014 ?

GEORGES CORM Oui, la guerre du Yémen est épouvantable. D'un côté, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, de l'autre côté, les houthistes, soutenus par l'Iran. L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis sont dans une situation de dépendance complète par rapport à l'Otan. L'Union européenne l'est aussi puisque le dernier article de sa Constitution dit que la politique extérieure de l'UE et de ses États membres est conditionnée par l'adhésion à l'Otan. Je souligne également que l'UE a une attitude vraiment insupportable envers nous, les Libanais : alors qu'accueillir 10 000 réfugiés syriens crée un climat d'hystérie en France, nous en avons reçu plus d'un million et nous demande de les garder et de les intégrer dans l'économie et la société libanaises. Je ne sais pas comment on peut être aussi cynique, d'autant que cela a considérablement appauvri une large partie de la population libanaise. Des gens ont perdu leur emploi pour être remplacés par de la main-d'œuvre syrienne à très bon marché. Une partie du gouvernement libanais déploie tous ses efforts pour convaincre ladite « commu-

nauté internationale » que cette situation est intenable, et que ces réfugiés doivent maintenant rentrer en Syrie, où une très large partie du territoire a été libérée des organisations terroristes qui le contrôlaient.

Vous établissez un parallèle entre les « révoltes arabes » de 2011 et la situation que connaissent aujourd'hui l'Irak et le Liban, est-il possible que l'issue soit cette fois positive, les révoltes de 2011 ayant accouché de guerres ou de régimes encore plus répressifs que les précédents ?

GEORGES CORM Il faudrait déjà que les États-Unis et les pays de l'Union européenne cessent d'appuyer les forces politiques rétrogrades comme les Frères musulmans, lesquels ont été favorisés dans leur accession au pouvoir en Égypte, en Libye ou en Tunisie. Depuis le temps de la guerre froide, l'instrumentalisation des trois religions (christianisme, judaïsme, islam) a été faite pour accélérer la chute de l'Union soviétique. Mais cette chute, contrairement aux prédictions d'Hélène Carrère d'Encausse, n'est pas venue des Républiques à majorité musulmane mais des pays baltes. Et, jusqu'à présent, la Russie entretient d'excellentes relations avec les anciennes Républiques russes musulmanes qui ont pris leur indépendance sans enthousiasme particulier. ●

**ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
MARC DE MIRAMON**

jourd'hui, nous constatons partout dans le monde que le néolibéralisme a atteint ses limites. Il a entraîné une concentration tout à fait ahurissante du revenu national entre les mains d'une petite élite de milliardaires, et sa faillite sur le plan social provoque des manifestations de colère dans le monde entier, comme au Chili par exemple. Rafic Hariri, père de Saad Hariri, est devenu premier ministre avec une fortune de 3 milliards de dollars, il a quitté ses fonctions avec une fortune de 17 à 18 milliards de dollars !

Comment percevez-vous cette politique de l'Iran à l'échelle régionale ?

GEORGES CORM Le discours iranien a un double visage. D'un côté, il se présente comme libérateur, dans la continuité de l'ancien discours tiers-mondiste, en phase avec l'émergence des Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du